

INTERVENTION COMMUNISTE



JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



N° 152 2 €

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous ! Mai juin 2019

Avec la classe ouvrière écrasons la réaction !

Résultats des élections,
la lutte reste la seule voie pour les masses populaires

Les résultats des élections européennes du 26 mai 2019 confirment pour une bonne part l'analyse menée par le Parti Communiste Révolutionnaire de France depuis les Présidentielles de 2017 : une re-composition politique est à l'œuvre, dans notre pays comme ailleurs en Europe, de la part des décideurs et communicants au service du capital, pour tenter de juguler les effets de la crise structurelle du capitalisme ; une re-composition qui semble se consolider depuis l'arrivée de Macron. Rappelons que son élection a traduit un tournant, voulu par les monopoles, vers une nouvelle réaction du capitalisme français.

Ces résultats confirment donc que la bipolarisation traditionnelle social-démocratie / droite, permettant une alternance trompeuse, laisse la place à une autre bipolarisation, LREM / RN, tout aussi nuisible pour les masses populaires. L'objectif de cette re-composition reste le même depuis des décennies, à savoir entretenir l'illusion d'une démocratie et d'un progrès social possibles au sein de ce régime d'exploitation en crise, afin d'empêcher que les luttes ne convergent vers une remise en cause révolutionnaire du système de production capitaliste.

Différents aspects des résultats du 26 mai montrent que ces manœuvres ont été relativement efficaces pour maintenir à flot le pouvoir en place, mais ils révèlent aussi que les conditions de son futur renversement continuent de se multiplier.

Une désertion des urnes qui reste massive et significative d'un rejet de « l'offre politique »



Si l'on tient compte des 4,5% de bulletins blancs et nuls (plus d'un million de personnes, quand même...), on obtient le chiffre de 48% des inscrits qui se sont exprimés en faveur d'une des 34 listes en présence. Les médias et politiciens dominants ont eu beau se gargariser de la hausse de participation par rapport à 2014 (+ 8 points), il n'en reste pas moins que tous les résultats sont à diviser par deux pour connaître le véritable niveau de représentativité de chaque liste. Ainsi, la liste de Macron, avec 22% des exprimés, n'a-t-elle attiré qu'environ 1 électeur sur 10, ce qui, pour une prétendue « majorité présidentielle », devrait constituer une claqué électorale ! Pour autant, le fait que plus de citoyen-ne-s, et notamment des jeunes, se soient déplacés pour voter est révélateur d'un certain regain d'intérêt pour le débat politique, sans doute favorisé par le mouvement des Gilets jaunes, cette volonté de prendre ses affaires en main, et l'abondance inédite des listes de candidats.

La faillite accélérée des partis de la « droite classique » (Les Républicains à 8,5%) et du PS (6,2%) .

Cette faillite entraîne une redistribution de voix, Macron attirant sans doute une bonne part des voix de droite, et les écologistes (13,5%) se partageant possiblement les déçus de la social-démocratie et du macronisme, et bénéficiant vraisemblablement de la campagne de manipulation menée en direction de la jeunesse sur le thème du réchauffement climatique (voir notre article à ce sujet sur le site).

L'expression de la colère populaire n'a pas pu trouver de réel débouché en dehors du RN.

L'ex-Front national s'est retrouvé en tête avec 23,3 %, gain en voix mais pas en pourcentage par rapport à 2014 (24,86%) ; l'absence de véritable parti représentant la classe ouvrière a inévitablement pesé :

- faible résultat de La France insoumise (6,3%), que nous avions pressenti, en analysant le programme particulièrement illusoire de Mélenchon (pas de rupture avec l'UE capitaliste, mais une renégociation possible des Traités pour une Europe sociale et démocratique,



Photo IC

autant de chimères qui n'ont pas pu convaincre les couches populaires) et les dérives du « mouvementisme » (un chef plutôt qu'une ligne politique claire).

- très faible résultat de « l'alibi » de gauche du PS que représente le mouvement de Hamon, avec 3,3 %.

- débâcle électorale du PCF, avec 2,5 % (score empêchant le remboursement de ses frais de campagne), qui est le produit du slogan « L'Europe des gens, pas l'Europe de l'argent », credo puéril, indigne d'un parti qui se prétend communiste (donc un parti censé tenir un discours de classe lucide et travailler au renversement du système capitaliste...) Déjà, poursuivant invariablement dans la voie de l'électorisme, de nouvelles manœuvres d'alliances recherchées sont en vue pour les prochaines élections municipales, Fabien Roussel et Marie-Pierre Vieu déclarant dans *Libération*, en guise d'appel du pied vers Hamon et les écologistes : « On peut rassembler des hommes et des femmes de sensibilités diverses pour battre partout la droite et l'extrême droite. (...) On ne met pas de principes, je laisse toutes les portes ouvertes. Je ne peux pas être plus clair ! (...) Il faut qu'on construise ensemble pour que chacun se sente à l'aise ... »

A l'opposé de cette caricature de Parti communiste français, saluons par ailleurs le score du Parti Communiste de Grèce (KKE) qui, sur la base d'une campagne résolument anticapitaliste et internationaliste, a réussi à conserver ses deux euro-députés, qui poursuivront leur travail de dénonciation des politiques de l'UE au Parlement et dans les masses populaires en mouvement.

Enfin, il y a tout lieu de déplorer le nouveau paysage politique que dessinent de tels constats : les masses populaires sont désormais sommées de choisir entre deux courants ultra-réactionnaires, ceux de LREM et du RN, qui

se rejoignent sur bien des points, y compris sur les orientations nationalistes et liberticides ; de ce point de vue, Macron et ses adjoints portent l'entière responsabilité du fait que l'ex Front national, qui était jusqu'ici un parti « leurre » (servant d'épouvantail pour faire élire par défaut le candidat de la bourgeoisie), pourrait devenir une alternative finalement agréée par notre bourgeoisie, comme c'est déjà le cas dans certains pays de l'UE (Italie ou Hongrie...).

Au-delà des contradictions qui apparaissent entre les différents secteurs qui composent cette bourgeoisie monopoliste (pensons aux divergences, au sein de l'Europe, s'agissant de la position vis-à-vis de la Russie et des États-Unis), c'est elle, en définitive, qui sort gagnante de ces élections ; et les masses populaires se voient privées d'une véritable alternative aux politiques destructrices subies depuis des décennies.

C'est pourquoi le PCRF lance un appel solennel aux travailleuses et travailleurs de France, à la jeunesse et aux retraité-e-s : la seule alternative politique se construit dès à présent dans nos luttes convergentes pour nos droits et nos revendications, dans le rejet du système capitaliste criminel et du réformisme qui le protège ! La seule alternative politique passe donc par la reconstruction d'un Parti de la classe ouvrière, dont l'objectif ne peut être que le renversement de la classe capitaliste pour aller vers une société socialiste-communiste.

Participez à ce combat en rejoignant notre parti !

SOMMAIRE

- P. 2 : Répression et militarisme en Macronie
- P. 3 : Bilan du 52ème Congrès de la CGT
- P. 4 : Casse des emplois à General Electric / Hommage à Jeanne Labourbe
- P. 5 : Débats sur l'UE à Arles et Marseille / USA – Chine : les enjeux d'une guerre commerciale
- P. 6 : Komintern : centenaire et actualité

APPEL A SOUSCRIPTION

En vue de notre participation à la Fête de l'Humanité, En vue de la tenue de notre prochain Congrès, Le Parti Communiste Révolutionnaire de France lance un appel à la solidarité financière.

Dons en chèque à l'ordre de
M-N. Demaret, mandataire financière du PCRF.
À Envoyer à l'adresse
Les Amis d'Oulianov, BP 40084, 75862, Paris Cedex 18.
Rappel : 66 % de ces dons permettent une réduction d'impôts.